

## Les banques françaises championnes de l'évasion fiscale au Luxembourg



<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/11/06/20002-20141106ARTFIG00134-axa-aviva-bnp-credit-agricole8230ces-champions-francais-de-l-evasion-fiscale-au-luxembourg.php>

Mis à jour le 06/11/2014 à 15:14



Le 5, rue Guillaume Kroll héberge pas moins de 1.600 compagnies.

**VIDÉOS - Des documents publiés par le consortium de journalisme d'investigation américain ICIJ révèlent comment le plus petit État européen aide plus de 340 multinationales à éviter de payer des taxes, au détriment de ses voisins et partenaires.**

«La fiscalité luxembourgeoise: comment un si petit État peut être à l'origine d'un système d'évasion fiscale<sup>1</sup> à si grande échelle», s'interroge le quotidien britannique le *Guardian*, l'un des quarante médias (dont *Le Monde*) à avoir eu accès à des documents publiés par le consortium de journalisme d'investigation américain ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists). Ces données révèlent comment le plus petit des États européens a privé ses voisins et partenaires européens de milliards de recettes fiscales, en aidant des centaines de grands groupes à faire de l'évasion fiscale, et ce en conformité avec la loi du Grand-Duché.

Dans son enquête de six mois baptisée «Luxembourg Leaks» ou «LuxLeaks», le consortium de journalistes a passé au peigne fin plus de 28.000 pages d'informations sur des arrangements fiscaux entre le Luxembourg et 340 multinationales. Ces documents montrent comment des groupes très connus ont échappé aux impôts des pays dans lesquels ils réalisent pourtant d'importantes recettes.

### Une seule adresse héberge 1600 multinationales

Tous les secteurs sont concernés, à commencer par les groupes de technologie comme Apple, Amazon, Accenture, Vodafone. Le secteur de la finance figure également en bonne place avec en tête les français Axa, Aviva, BNP, Crédit agricole, CNP assurance, Caisse d'épargne-banque populaire, Groupe Edmond de Rothschild ou groupe Rothschild, l'américain JP Morgan, le suisse UBS, les britanniques HSBC, Barclays, et l'italienne Unicredit. Des géants de la grande consommation sont aussi cités, comme LVMH, Pepsi, Ikea, Burberry, Procter & Gamble, Heinz ou Dyson.

Le seul point commun entre toutes ces entreprises: elles ont toutes été conseillées par le même grand cabinet de conseil et d'audit PricewaterhouseCoopers<sup>2</sup> (PwC), indique *Le Monde*. Elles ont exploité les failles juridiques de la réglementation mondiale et surfé sur le droit luxembourgeois pour délocaliser des profits et ainsi éviter les taxes. Pour ce faire, ces multinationales ont créé de toute pièce des structures au Luxembourg avec très peu de salariés et de faibles activités mais qui réalisent d'importantes recettes... Ces entités sont utilisées comme siège social «ou encore pour porter des actifs ou réaliser des acquisitions», souligne le quotidien du soir. L'ICIJ souligne ainsi l'existence d'une adresse particulièrement symbolique: le 5, rue Guillaume Kroll, qui héberge pas moins de 1600 entreprises.

## Indignations

En fonction des objectifs assignés aux structures luxembourgeoises, le niveau d'évasion fiscale n'est pas identique pour tous les groupes. Ikea, Dyson, Amazon, notamment, réalisent des milliards d'euros d'économies chaque année grâce à la création d'une filiale, d'une holding ou au déplacement d'un siège social sur le territoire du Grand-Duché, là où des groupes comme Axa ou Crédit agricole apparaissent «dans les données émanant de PwC mais à un moindre niveau», explique *Le Monde*. «Ils profitent d'un environnement favorable à la gestion de fonds d'investissement», ajoute le quotidien.

Quel que soit le degré d'évasion fiscale, ce système légal mais qui privent les États membres d'importantes recettes fiscales est de plus en plus contesté dans un contexte de disette budgétaire. Le G20, par l'intermédiaire de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), fait pression pour que le Luxembourg retire les mesures qui permettent cette évasion fiscale à grande échelle. Les pays eux-mêmes s'indignent ouvertement contre ces procédés, à l'image du britannique David Cameron<sup>3</sup> qui a redit à Davos qu'il ne tolère plus ce système. La Commission européenne a également lancé une grande enquête à l'encontre des pratiques fiscales d'Amazon<sup>4</sup> ou de Fiat dans le Grand-Duché. Des thèmes qui seront abordés lors du prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement, prévu à Brisbane, en Australie, les 15 et 16 novembre, où un plan de lutte contre l'optimisation fiscale agressive des multinationales doit être adopté.

**VIDÉO - Évasion fiscale: le Luxembourg au coeur du scandale.**

La rédaction vous conseille :

Évasion fiscale: la transparence coûtera 200 millions aux banques françaises<sup>5</sup>

Le nouvel arsenal contre l'évasion fiscale des multinationales<sup>6</sup>



**Mathilde Golla**

auteur **43 abonnés**

Journaliste spécialisée en économie

Compte Twitter : [@mathgolla](https://twitter.com/mathgolla)

### Liens:

- 1 <http://www.lefigaro.fr/societes/2014/11/06/20005-20141106ARTFIG00168-pwc-le-cabinet-d-audit-au-coeur-du-luxembourg-leaks.php>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/david-cameron>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2014/07/04/01007-20140704ARTFIG00149-bruxelles-s-attaque-au-regime-fiscal-d-amazon.php>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/societes/2014/07/21/20005-20140721ARTFIG00198-evasion-fiscale-la-transparence-couter-200-millions-aux-banques-francaises.php>
- 5 <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/09/16/20002-20140916ARTFIG00162-le-nouvel-arsenal-contre-l-evasion-fiscale-des-multinationales.php>